

Barbara Asbl



Plate forme "African Network of Young Leaders for Peace and Sustainable Development, ANYL4PSD"
« Nous construisons et façonnons ensemble le Nouveau Pacte pour la Nature et les Personnes »

N° 043/ANYL4PSD/RDC/10/2021

Goma, le 25/10/2021

Transmis copie pour information à :

- Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat ;
- Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la RDC,
- Honorable Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale de la RDC ;
- Son Excellence Madame le vice-Premier et Ministre National de l'Environnement et de Développement Durable de la RDC,
- Commission environnement à l'Assemblée Nationale
- Monsieur le Commandant du CorPPN ;
- Monsieur le Représentant de l'Union Européenne en RDC ;
- Monsieur le Représentant de l'UNESCO en RDC ;
- Monsieur le Représentant de l'UICN en RDC;
- Monsieur le Représentant de WWF en RDC ;
- Représentant de Greenpeace Afrique en RDC,
- (TOUS) à Kinshasa ;**
- Monsieur le Gouverneur Militaire de la Province du Nord-Kivu,
- Monsieur le Directeur Provinciale de l'ICCN du Nord-Kivu ;
- Monsieur le Chef d'Antenne du Projet LEAF II,
- Monsieur le Président Provincial de la Société Civile du Nord-Kivu ;
- Monsieur le Responsable de WWF / Sous Bureau de Goma,
- Monsieur le Directeur de la Radio Okapi de Goma ;
- (TOUS) à Goma**
- Cours européenne de droit de l'homme à Lisbonne à France**

Objet :

La déforestation du PNVi malgré la présence des énergies renouvelables de l'alliance Virunga : demande de desservir cette énergie dans but de la conservation communautaire et participative, et selon le principe de la transition juste

Monsieur le Directeur Provincial de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) et chef de Site à Goma,

de notre lettre dont l'objet est mis en exergue.

Nous avons l'honneur de vous transmettre l'esprit

de notre lettre dont l'objet est mis en exergue. En effet, nous commençons par exprimer notre profonde consternation suite à la mort de nos vaillants écogardes qui se donnent jusqu'au sacrifice suprême pour protéger le Parc National des Virunga (PNVi) . Nous gardons encore le triste mémoire de la mort de six écogardes qui étaient lâchement abattus par les destructeurs de l'environnement entre

Nyamituiti et Nyamilima le 10 janvier 2021. Nous ne pouvons pas passer sous silence le décès d'un autre écordeur, le 15 octobre 2021 au niveau de « Chanika » dans la province du Nord-Kivu. Cet incident meurtrier a eu lieu après la reprise par les gardes de l'ICCN, début octobre, d'une large zone de 144 km² située au sein du PNVi sur la rive Sud-Ouest du lac Édouard, nous condamnons ce nième acte ignoble avec la dernière énergie et sommes convaincus qu'un jour l'état de droit triomphera. C'est pourquoi, nous réitérons notre proposition de l'évaluation du décret du N° 15 /012 du 15 juin 2015 portant création d'un corps chargés de la sécurisation des parcs nationaux et réserves naturelles, qui est une disposition dont l'application peut contribuer efficacement à lutter contre l'insécurité dans le PNVi contenu dans notre plaidoyer N°03/ANYL4PSD/RDC/03/2021 du 01/03/2021.

Nous faisons aussi éloge des actions de l'Alliance Virunga dans le cadre des énergies renouvelables, car sur financement de l'Union Européenne (UE) à hauteur de 15 millions d'euros, l'alliance Virunga, avec le gouvernement congolais va poursuivre la promotion de la conservation, la production de l'énergie hydroélectrique et autres énergies renouvelable¹ et propres et dont la quantité sera de 105 megawatts produite par 12 centrales électriques.

Nous pensons que, les premiers bénéficiaires de ce courant seraient les communautés riveraines et avec comme conséquences la diminution de la dépendance envers les ressources du PNVi en particulier le bois de chauffage.

Malheureusement, il y a un écart criant entre le niveau de vie des communautés riverains et le coût du courant de l'alliance Virunga, ce qui devient un danger pour les écosystèmes du PNVi. C'est ainsi que, dans le cadre de la mise en œuvre du Nouveau Pacte pour la Nature et les Personnes conduits par la plateforme « African Network of Young Leaders for Peace and Sustainable Development » (ANYL4PSD/ND4NP, site www.anyl4psd.org), les organisations en charge de conduire le processus d'implémentation de ce nouveau pacte pour la nature et les personnes en République Démocratique du Congo (RDCongo) se sont penchées à cette question afin d'apporter des propositions pour une bonne gestion durable de la biodiversité du PNVi.

Même si la fondation Virunga va développer un réseau de 12 centrales hydroélectriques qui vont culminer bientôt à 105 megawatts, malheureusement, le cout du courant semble être au-dessus du niveau de vie des communautés riveraines du PNVi. Selon nos enquêtes sur terrain, pour bénéficier de ce courant dans les milieux ruraux, il faut déboursier 154\$ pour une distance de 0 à 50 mètre et à plus de 50 mètre, il faut payer 204 \$. A cela s'ajoute le prix de kilowattheure qui coûte environ 0,2\$, soit 2 fois plus cher que chez Mondo-Guston, ancienne centrale hydroélectrique locale où le même kilowattheure vaud environ 0.14\$.

Et pourtant, selon le document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté,² il est dit que « *quelques soit le milieu de résidence, la taille de famille pauvre est plus grande que celle de mieux nantis et le nombre des personnes qu'ils ont en charges y sont plus élevé* ». En outre, selon le rapport de cadrage environnemental stratégique de l'exploration/Exploitation pétrolière dans le Nord du Rift Albertin dirigé par l'UE et la RDCongo, il est dit que « *au nord- Kivu, 93% de la population vivent avec moins de 1 \$ par jour* ». Le même document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté susmentionné ajoute que « *huit ménages sur dix sont pauvres en milieu rural* ». Un autre document de la banque mondiale,³ dit que « *la population de la RDC fait partie des plus pauvres du monde, et est souvent incapable d'assumer le coût de la connexion du courant électrique* »

C'est ainsi que, le gestionnaire du courant de l'Alliance Virunga le transporte et passent les milieux ruraux riverains du PNVi sans les desservir pour aller desservir les centres urbaines qui semblent avoir des moyens pour payer ce courant. Cette situation est contraire à ou au(x) :

- 1) la recommandation de la mission l'UNESCO/UICN du 11-21 août 2007, au PNVi qui recommanda de poursuivre et de renforcer la sensibilisation des populations locales en ce terme : «

¹ <https://www.radiookapi.net/2016/11/30/actualite/societe/rdc-15-millions-deuros-de-lue-pour-conserver-le-parc-des-virunga>

² Stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté, deuxième génération 2011-2015 à la page 24

³ Accéder à l'électricité en RDC, opportunité et défis de la banque mondiale (mars 2020) page 1,

Il est impératif de collaborer avec les populations locales pour s'assurer qu'elles bénéficient réellement des retombées de l'écotourisme et pour renforcer leurs relations avec le PNVi. Ceci devrait contribuer d'une manière tangible à s'assurer que les populations locales ne se sentent pas exclues de la politique de conservation du parc et qu'elles prennent conscience de tout l'intérêt économique qu'elles pourraient tirer de l'exploitation touristique durable de la valeur universelle exceptionnelle que leur offre ce bien du patrimoine mondial. Ce sont les populations locales qui pourront par la suite influencer les autorités politiques et administratives pour qu'elles appuient les initiatives en faveur de la conservation »

- 2) La résolution 74/225 adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 19 décembre 2019 susmentionnée, demande au 5^{ème} point, « *que soit assuré l'accès à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable, lesquels font partie intégrante, des actions menées pour éliminer la pauvreté, garantir la dignité humaine, [...]* »
- 3) La convention de Rio de 1992 dont l'un des objectifs est « *le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques* » que la RDC a ratifié en 1994,
- 4) L'article 38 de la Loi N°14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature dit que « toute activité de gestion d'une aire protégée, en régie ou en partenariat public-privé est subordonnée à l'élaboration d'un plan de gestion assortie de projets *générateurs de revenus ou susceptibles de satisfaire aux besoins sociaux ou économiques des populations riveraines* »
- 5) La déclaration de Monsieur François-Xavier de Donnea, **président de la Fondation Virunga** qui avait dit le 7 mai 2021 lors de l'audience lui accordée par le président de l'assemblée nationale, Honorable Christophe Mboso en ce terme « *gérer un parc dans le contexte congolais nécessite une stratégie qui place les populations riveraines au centre d'actions et il faut absolument développer les populations riveraines en plus de la conservation de la nature, pour que les populations riveraines s'approprient ces parcs* ».
- 6) Principe de la transition juste qui recommande *de ne pas considérer l'énergie renouvelable comme une matière qu'il faut vendre*, mais en revanche qu'il faut la laisser à portée des communautés et sous la gestion des communautés.
- 7) valeurs de l'UE, car le traité de Lisbonne a précisé les valeurs de l'UE en ces termes « *la dignité humaine, État de droit, respect des droits de l'homme, [...], la justice, la solidarité [...]* »

Cette situation due au fait que, **les objectifs des énergies durables de l'Alliance Virunga soient détournés** n'est pas sans conséquence, car selon une enquête menée par 38 organisations de la société civile environnementale révèle que « *les groupes armés actifs dans le Parc National des Virunga multiplient les activités illicites afin de s'autofinancer et parmi ces activités figure la carbonisation des bois sauvages de ce patrimoine mondial de l'UNESCO et dernier sanctuaire des gorilles des montagnes* ». ⁴ Selon ce même rapport « *outre les motos et d'autres véhicules en direction d'autres contrées, en moyenne 40 camions chargés chacun plus de 150 sacs de charbon de bois sauvage entrent dans la ville de Goma chaque jour.* »

En analysant ce rapport, nous constatons qu'il y a un total de 6 000 sacs de charbon de bois qui entrent dans la ville de Goma par jour. Si pour avoir un sac de charbon de bois il faut abattre au moins 5 arbres, donc 6 000 sacs de charbon de bois par jour obligerait *d'abattre 30 000 arbres par jours et dont malheureusement, selon ce rapport la grande partie proviennent du bois sauvages de ce patrimoine mondial de l'UNESCO* et dans ce trafic mafieux les intermédiaires civiles ne manqueraient pas. Aussi le fait que la ville de Goma continue à être le grand débouché de la braise, cela prouve que, le prix de courant de l'Alliance Virunga n'est pas à la hauteur du niveau de vie de la population même dans la Ville, et dont le prix est 261 \$ pour une maison sans étage et sans compter le prix de kilowattheure.

En regard à ce qui précède, nous recommandons :

- **A l'Assemblée Nationale et au gouvernement**
- D'appliquer les recommandations de la commission environnement à l'Assemblée Nationale relatif à l'audition du Ministère de l'Environnement et Développement Durable de Mars 2020

⁴ <https://desknature.com/rdc-la-carbonisation-des-bois-du-parc-des-virunga-fournit-aux-groupes-armes-au-moins-1-680-000-par-mois-enquete/>

qui avait recommandé « de créer une commission d'enquête mixte en vue de recueillir les revendications des populations riveraines afin d'évaluer les écarts et les inadéquations enregistrés entre la taille de fond d'investissements alloué par les bailleurs des fonds et les réalisations sur terrain, ... »

- **A Son Excellence Madame le vice-Premier et Ministre National de l'Environnement** de publier le plan de gestion du Parc National des Virunga conformément à notre lettre N°05/ANYL4PSD/RDC/10/2021 du 22/10/2021 et nous attendons la suite.
- **Au Directeur Provinciale de l'ICCN**
 - d'appliquer les 7 points susmentionnées,
 - de cesser de vendre l'énergie électrique aux communautés riveraines rurales pour usage domestique,
 - de faire réduire le prix d'énergie distribué par Virunga SPRL et SOCODEE SPRL aux habitants de la ville de Goma pour permettre la baisse d'utilisation des bois de chauffage souvent tirés du PNVi.
- **A l'Union Européenne et autres bailleurs de fond**
 - De veiller à ce que les clauses des contrats de vos financements soient prises en compte à chaque étape de la vie des projets que vous financez pour l'intérêt des communautés de riveraines du PNVi.

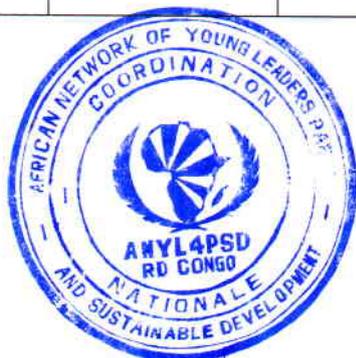
Monsieur le Directeur Provincial de l'ICCN, nous pensons que, c'est de cette façon, que vous allez faire des énergies renouvelables, un outil de protection et de conservation communautaire et participative du PNVi. Nous espérons que notre observation retiendra votre attention faute de quoi nous serons obligés de saisir les instances compétentes tant au niveau national qu'international.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Provincial de l'ICCN nos sentiments de franche collaboration et des hautes considérations.

Les membres de la plateforme ANYL4PSD /RDCongo

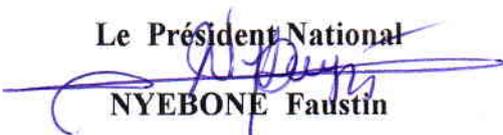
N°	Structure	Représentant	Contact
1	AICED	NYEBONE Faustin	Tel : +243 997700920 mail nyebonefaustin@gmail.com ;
2	AJDC	Moise RIBAKARE	Tel : +243 975515874 Mail : iriba.ajdc@gmail.com
3	UPDDHE	Méschac NAKANYWENGE	Tel : +243998802284 Mail : upddheongafrika@gmail.com
4	UFO	Jeanne ABUTOGE	Tel : + 250789906398 Mail : jeanneufo@gmail.com
5	LINAPYCO	MBILIZI Fidèle	Tel : +243995362180 Mail : fidelembilizi36@gmail.com
6	YEC	Claudien IRAGI	Tel : +243970702060 Mail : iclaudien@gmail.com
7	ADAES	Alexandre KYUNGU MUSHETO	Tel : + 243997290386 Mail : adaes.info@gmail.com
8	SCTC	Alexandre KYUNGU	Mail : fenaminesctc@yahoo.fr
9	FAPD	Léontine CIBALAMA	Tel : +243997676300 Mail : fapdrdc@gmail.com
10	DYNAJED	KASEREKA NGUNGU	Tel : +243 99 42 29 817
11	SAK	Bertin SINGIRAKABO	Tel: +243995627231 Mail : sakrdcl@gmail.com
12	BARBARA asbl	Paul LUGHEMBE	Tel:+243998858280 Mail : barbaraasbl@gmail.com
13	VAM	Ephrem BUSHA	Tel:+243998767916 Mail : ephrb@yahoo.fr
14	PRODDHDO	Muhindo DUNGA	Tel: +243970432579 Mail : proddedho.rdc@gmail.com

15	CBCS-Network	Josué ARUNA	josuearuna@gmail.com + 243994013754
16	PALPER asbl-RDC	NDUSHABANDI MASHAGIRO Martin	mashagiromartin@gmail.com +243975273073
17	RTEDH	Augustin PALUKU	augustinkindu@gmail.com +243 823 846 941
18	SYFUDP	kasereka Maombi Joséphine	maombijosephine2@gmail.com +243995958164
19	CBCS-Network	WITANENE MILENGE	witanenemilenge@gmail.com + 243 993 714 975
20	RACOD	Paulin Barangirana Bwenge	paulinbw2013@gmail.com ; racodasbl@gmail.com
21	AGIR ENSEMBLE ONG	Loris KAMBERE KANYAHA	loriskanyaha86@gmail.com + 243 994 065 396
22	RADIO COMMUNAU TAIRE LA VERITE	MOUSSA DUNIA	moussadunia2@gmail.com +243990744144
23	Africa Reconciled	Mugisho CINYABUGUMA EMMANUEL	emmanuelmugisho211@gmail.com +243999792747
24	R.C.O asbl''	JEAN-CLAUDE BELABEA NGOY	+243815673452
25	ADPR-RDC asbl	BAHATI Denis	adpr.rdc2015@gmail.com +243 820 342 180
26	OAD.RDC	HABUMUGISHA NTAMUGABUMWE	josuentamugabumwe@gmail.com + 243971174705
27	Groupe de Planteurs d'Arbres	JEAN MALENGELA	jean02malengela@gmail.com +243 976 706 796
28	YCFA Asbl	Mr Zobenat MUHINDO KAMUHA	drcyoungfarmers@gmail.com +243994339198; +243851703833
29	ASPADA RDC	Patrick Bwenge Mashaliza	+243994309343, +243813606646 aspadardc@gmail.com
30	AJVDC	MUTABESHA	ajvdcongovision@yahoo.fr +243978236836
31	SOPRODE	Robert KITUMAINI	robertchikwanine@gmail.com +243 997603132



Pour la plateforme ANYL4PSD/RDC

Le Président National


NYEBONE Faustin